

# L'Europe mise tout sur la guerre en Ukraine

Alastair Crooke est un ancien diplomate britannique et le fondateur de « Conflicts Forum », basé à Beyrouth. Il a auparavant été conseiller sur les questions du Moyen-Orient auprès de Javier Solana, alors Haut Représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère. Crooke soutient que l'Europe a tout misé sur la guerre par procuration contre la Russie. L'Europe a sacrifié sa légitimité, son économie, sa sécurité et ses relations avec la Russie, la Chine et les États-Unis. Selon lui, l'Europe est déjà entrée dans un moment pré-révolutionnaire. Suivez le Substack d'Alastair Crooke : <https://conflictsforum.substack.com/> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : [https://x.com/Glenn\\_Diesen](https://x.com/Glenn_Diesen) Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : [buymeacoffee.com/gdieseng](https://buymeacoffee.com/gdieseng) Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

## #Glenn

Bienvenue à nouveau dans l'émission. Nous sommes rejoints aujourd'hui par Alastair Crooke, ancien diplomate britannique et de l'Union européenne. Je conseille à tout le monde de suivre son Substack, \*Conflicts Forum\*, et je veillerai à laisser un lien dans la description. Merci beaucoup d'avoir pris le temps.

## #Alastair Crooke

Avec plaisir. Merci beaucoup de m'avoir invité à votre émission.

## #Glenn

Nous voyons donc maintenant que les États-Unis et l'Europe se trouvent de plus en plus divisés. Cela est, bien sûr, très évident avec la guerre en Ukraine. Les États-Unis poussent Zelensky à accepter des concessions pour parvenir à un accord de paix, tandis que les Européens semblent l'encourager à résister. Vous avez été négociateur et avez également travaillé pour la direction de l'UE. Comment comprenez-vous cela ? Car si l'Ukraine est en train de se désagréger, et qu'un effondrement sans règlement de paix serait une catastrophe, comment expliquez-vous cette position ? On me demande toujours pourquoi il y a une résistance aussi farouche à accepter des conditions ou des concessions.

## #Alastair Crooke

Eh bien, je pense, enfin, la première chose que je dirais, c'est que si l'Europe s'oppose fermement à la position de Trump, il ne fait aucun doute que certaines factions à Washington lui donnent leur feu vert. D'après mon expérience, ce genre de choses n'arrive pas par hasard — on ne voit pas

soudainement toute l'Union européenne prendre position sur les propositions de Trump concernant l'Ukraine, ni les Européens, presque unanimement, appeler à la guerre contre la Russie. Maintenant, ce sont peut-être deux questions distinctes, et nous pouvons les aborder séparément.

Mais je pense que si l'on se demande ce qui s'est passé — eh bien, on peut remonter loin, jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle et ainsi de suite, dans la relation de l'Europe avec la Russie. Mais plus récemment, je pense qu'il faut vraiment se pencher sur la période de l'administration Biden. Et cela a coïncidé avec une époque où l'Union européenne connaissait ce qu'ils appelaient un « déficit démocratique ». Ce n'était pas démocratique — ça ne l'est toujours pas — mais il était alors assez évident qu'il existait un déficit démocratique. Mais il y avait aussi un déficit d'identité, parce que, je veux dire, une technocratie ne donne pas d'identité aux Européens ordinaires. C'est simplement, vous savez, un système de régulation. Ce n'est pas quelque chose pour lequel on irait, en quelque sorte, se sacrifier — la bureaucratie de Bruxelles.

Et puis Biden a commencé à parler — si vous vous souvenez, nous avions cette image du discours à Liberty Hall, où tout était baigné de couleurs rouge sombre. C'était vraiment assez sinistre dans son apparence, et délibérément conçu pour paraître ainsi, car il a ensuite prononcé un discours très manichéen, affirmant que le monde faisait face à deux maux. L'autocratie était le principal mal, mais c'était aussi la Russie. Il a formulé cela dans un langage manichéen très clair — l'obscurité et la lumière, le bien et le mal. Et il a ensuite répété cela à Varsovie dans des termes encore plus dramatiques, parlant du fait que c'était un moment où il fallait choisir entre le bien et le mal, entre les ténèbres et la lumière. Et, bien sûr, l'Amérique représentait toujours la lumière.

C'était la ville sur la colline, un phare pour le monde. Et la Russie représentait cette force obscure qu'il fallait repousser. Peu de temps après, il y eut un discours de von der Leyen, et elle a presque répété mot pour mot ce discours — elle a dit pratiquement la même chose. Vous savez, c'est la lumière contre les ténèbres, entièrement en termes manichéens. Et je pense que ce qui se passait en Europe relevait de plusieurs choses. Tout d'abord, cela offrait soudainement à l'Europe les éléments qui lui manquaient. Voici quelque chose qui pouvait lui donner des valeurs. Il n'y avait pas vraiment de valeur européenne. Je veux dire, si vous demandez à un Européen ordinaire, comme je l'étais lorsque je faisais partie de l'Union européenne : « Que représente l'Europe ? »

Vous auriez eu—eh bien, il n'y avait alors que douze États—mais vous auriez obtenu de nombreuses réponses différentes à ce sujet. Et là, il y avait quelque chose autour duquel on pouvait rassembler l'Europe, si l'on veut : une sorte de valeur morale du combat contre l'autocratie, contre la tyrannie, et en faveur de la lumière, du progrès et de la vision. Je pense que cela a alors été saisi comme une forme d'identité pour l'Europe. Tout comme l'Ukraine—qui en est une partie complémentaire—est devenue le pôle autour duquel on a tenté de forger l'unité européenne, de la renforcer dans cette guerre. Et à cette époque, les Européens flattaient vraiment Washington pour ce langage et ce type de pensée. Et l'OTAN était entraînée dans ce mouvement.

En même temps, la ministre allemande des Affaires étrangères, Baerbock, prononçait des discours à New York, affirmant que l'Allemagne avait renoncé à l'idée du « changement par le commerce ». Elle voulait des armes, elle voulait de la puissance militaire, elle voulait faire partie de votre projet. En d'autres termes, elle a proposé — enfin, elle a rappelé qu'à une époque, Obama avait suggéré que l'Allemagne et Washington puissent former ensemble une sorte de structure militaire commune. Et elle a précisé que, bien sûr, cela ne s'était pas réalisé. Mais son objectif était que l'Allemagne ne fasse plus vraiment partie d'une structure européenne, mais soit plutôt pleinement intégrée à la machine de guerre de Biden à cette époque.

Et cela, je pense, s'est développé au fil du temps au sein de l'Union européenne. Et, vous savez, le manichéisme comporte une certaine dimension messianique. Je pense que les dirigeants européens sont devenus assez messianiques dans cette quête de la lumière, dans leur lutte contre l'autocratie et le mal. Et maintenant, ils semblent prêts — ils parlent d'aller en guerre contre la Russie. On entend toutes ces déclarations étranges venant du ministre allemand de la Défense et d'autres, disant, eh bien, vous savez, il y aura une guerre avec la Russie d'ici 2028. Non, cela pourrait même être l'année prochaine.

Et puis, nous venons d'entendre le Secrétaire général des Nations unies dire que nous devons nous préparer à une guerre d'une ampleur comparable à celle que nos grands-parents ont connue — en d'autres termes, la Première ou la Seconde Guerre mondiale. Eh bien, c'est étrange. Je veux dire, cela n'a aucun sens. Et je pense que c'est aussi extrêmement dangereux. Mais c'est ce qui se passe, à mon avis. Et donc, nous avons eu cela, et c'est pourquoi il y a eu de tels cris d'angoisse lorsque cette déclaration stratégique nationale a été publiée par les États-Unis, qui laissaient entendre que l'OTAN avait une date de fin, et portaient également une critique très sévère à l'Europe — son manque de valeurs, son manque de démocratie et son manque de légitimité.

Et cela a vraiment été un choc, et je pense que, même s'ils savaient qu'il y avait des tensions avec l'administration Trump, ils ne croyaient pas qu'ils seraient critiqués de cette manière. Ce que nous voyons se produire, en somme, c'est que la NSS — la Déclaration stratégique — a effectivement sapé tout ce récit d'une guerre manichéenne entre le bien et le mal, car elle affirmait que la priorité américaine était de rétablir la stabilité avec la Russie, de restaurer une relation stable avec la Russie, et une relation stable en Europe avec la Russie — exactement le contraire de ce qu'ils avaient tenté de suggérer et de proposer.

Et puis cela est allé plus loin dans la NSS, car c'était le seul sujet qui maintenait réellement l'Union européenne unie — l'Ukraine. Et là, la NSS a également déclaré que nous travaillions à une solution pour l'Ukraine. Ainsi, tout a été écarté, laissant les élites européennes — non pas les peuples d'Europe, mais les élites — complètement privées de l'identité à laquelle elles voulaient s'accrocher, de la légitimité de tout le projet. Tout était en train d'être démantelé dans cette NSS. Et donc, elles y

sont revenues et s’y sont consacrées avec une sorte de zèle démoniaque, cherchant à aller jusqu’à des mesures extraordinaires, voire illégales, pour tenter d’arrêter les Russes. Elles ne sont plus figées désormais.

Les plans souverains russes détenus en Europe sont désormais liés à l’Amérique à ce sujet. Je pense que c’est vraiment pour cela qu’ils sont devenus si démoniaques à ce propos. Mais cela défie toute analyse — je ne pense pas qu’on puisse essayer de le comprendre en termes de rationalisme séculier. Ce n’est pas cela. Nous entrons dans quelque chose qui n’a vraiment pas de... Je veux dire, il y a en Europe des sentiments profonds — des sentiments assez tristes — de désastre ou de vengeance pour ce qui est arrivé à certaines parties de l’Europe à la suite des anciennes guerres avec la Russie. Et cela non plus ne peut être nié. Mais au-delà de cela, nous avons vu cette dynamique se former comme le seul ciment qui maintient l’ensemble du projet.

## **#Glenn**

J’ai toujours souligné que je pense que l’UE est un peu plus vulnérable à ce manichéisme également, car c’est un moyen pratique de maintenir l’unité entre 27 États membres. Si tout est présenté comme une opposition entre le bien et le mal, l’ombre et la lumière, il est plus facile de faire avancer tout le monde dans la même direction. Je veux dire, dès qu’on introduit différentes nuances de gris, il devient plus facile que les choses commencent à se fragmenter selon des intérêts concurrents.

## **#Alastair Crooke**

Mais... si cela s’effondre — si le projet ukrainien s’écroule — alors qu’est-ce qui maintient l’Union européenne unie, les 27 États ? Parce que, vous savez, l’idée était que cela serait également mis en avant par Mazzucato et la transition vers l’élimination de toutes les formes de carbone du système. Cela devait fournir ce qui était nécessaire — une autre manière de faire circuler l’argent dans le système, d’y injecter des fonds massivement, ce qui aiderait les banques et tout le reste. Ils cherchaient désespérément une sorte de structure, et ils la cherchent encore, qui permettrait à la fois de fournir l’argent et les moyens pour que l’Union européenne continue à dépenser comme elle le fait.

Ils ont donc en quelque sorte décidé que la manière de relancer leur économie passait par les dépenses de défense — et d’énormes dépenses, d’ailleurs. Ils pensent que cela améliorera l’économie et stimulera la croissance en Europe. Eh bien, bien sûr que non. Les dépenses de défense sont notables, oui — certaines actions d’entreprises d’armement vont grimper parce qu’elles feront des bénéfices. Mais que se passe-t-il ? On produit des chars, et à moins qu’il y ait une guerre, ils restent simplement entreposés. Ils ne contribuent en rien au bien-être économique global de la collectivité. C’est la même chose pour d’autres secteurs. Donc, en réalité, l’économie réelle n’est pas vraiment affectée.

Je veux dire, il pourrait y avoir une légère augmentation de l'emploi, mais la plupart des Européens n'ont pas vraiment envie d'aller travailler dans une usine d'armement. Culturellement, ils ne sont pas vraiment adaptés à cela, et ils ne recherchent pas la guerre. Donc je ne suis pas sûr que ce soit un projet qui stimulera une véritable croissance économique — du moins pas dans le sens qui touche au cœur de ce que les hommes et les femmes en Europe recherchent : des emplois bien rémunérés, de l'argent pour couvrir les soins médicaux, les écoles, le logement — toutes ces choses qui deviennent de plus en plus inaccessibles.

Construire des armes ne va pas vraiment produire ce genre d'amélioration du bien-être des gens ordinaires — bien au contraire. Ce que cela va faire, c'est détourner le capital des petites entreprises, si l'on veut — celles qui fabriquent des produits en Italie ou en Allemagne. Le capital s'est déjà de plus en plus orienté vers les actifs financiers, mais cette tendance va encore s'accroître au détriment des entreprises plus petites et de moindre envergure, car les gouvernements dirigeront cet argent vers les grandes structures de l'armement.

## **#Glenn**

Mais si c'est l'un des principaux moteurs — que les élites européennes estiment que, si elles perdent la guerre en Ukraine, elles tomberont aussi — cela signifie-t-il que toute cette nouvelle rhétorique guerrière, ces discours selon lesquels nous devons être prêts, que nos enfants devraient mourir à la guerre, tout ce langage très sombre, ne sont pas simplement des signaux destinés aux Russes ? Penses-tu qu'ils seraient réellement prêts à faire la guerre ? Parce que même si l'intention est là, les capacités... enfin.

## **#Alastair Crooke**

Ils ne le font pas. Ils ne le peuvent pas. Ils ne pourraient pas partir en guerre. Je veux dire, il n'y a pas d'argent. Les arsenaux sont vides. La France et la Grande-Bretagne n'ont vraiment pas les moyens. L'Europe ne peut pas produire, si vous voulez, le matériel. Pour une guerre avec la Russie, on parle d'une armée d'environ un million d'hommes — peut-être un million et demi. Ce n'est pas faisable. Il n'y a pas d'argent, il n'y a pas de personnel, et il n'y a rien dans les arsenaux de l'Europe. Ce n'est tout simplement pas réaliste. Il y a deux autres facteurs qui entrent en jeu, s'il vous plaît — le premier est que, selon moi, les jeunes Européens ne pensent tout simplement pas, culturellement, à partir en guerre ni à vouloir le faire.

Ils s'intéressent davantage à ce qui se passe dans le football ou, vous savez, aux dernières tendances — quoi porter en ce moment. Ils ne sont tout simplement pas culturellement adaptés à la guerre. Ils ne le sont pas. Pour être brutalement franc, ils sont, à bien des égards, trop fragiles pour partir en guerre. Et par là, je veux dire psychologiquement, pas forcément physiquement. Vous savez, quand on regarde combien de personnes ont des problèmes de santé mentale en Europe — au Royaume-Uni, c'est une personne sur cinq sans emploi, souvent à cause de la dépression ou d'

une forme d'anxiété. Donc la dernière raison, que je pense importante, vient d'un vieux proverbe chinois : un sage alla voir l'empereur et lui dit : « Quelles sont les choses dont vous avez besoin pour faire la guerre, Empereur ? »

Et l'empereur dit : « Eh bien, la nourriture, les armes et la confiance. » Et le sage demanda : « Si vous ne pouviez en avoir qu'une, laquelle choisiriez-vous ? » Et il répondit : « La confiance. » Eh bien, il n'y a pas de confiance en Europe. Enverriez-vous vos enfants se battre pour Macron, Merz ou Starmer ? Je ne le pense pas. Il n'y a tout simplement pas de confiance. Regardez leurs positions dans les sondages — vraiment catastrophiques. Je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de chances. Mais là où c'est dangereux, c'est parce que — et j'étais à Moscou il y a environ une semaine, pour une semaine environ — ils comprennent ce que je viens de dire. Et je pense qu'ils le comprennent d'une manière très rationnelle.

Et ils comprennent, vous savez, que l'Europe pourrait probablement déployer, au maximum absolu, entre 100 000 et 150 000 hommes sur le terrain pour combattre — bien loin d'être suffisant pour affronter une grande armée comme celle de la Russie. Ils le comprennent, mais ils reviennent sans cesse à la question que vous avez posée : pourquoi entend-on "guerre, guerre, guerre" ? Et je pense qu'ils comprennent donc que ce dont nous parlons n'est pas vraiment la guerre, comme, vous savez, Luther le disait à l'époque de nos grands-parents, avec des millions de paysans. Ce dont nous parlons, c'est, si vous voulez, une provocation — une attaque conçue pour servir un autre objectif.

Une attaque — nous avons vu l'attaque contre les pétroliers en mer Noire. Nous avons entendu toutes les plaintes au sujet, vous savez, de drones prétendument russes perturbant les aéroports, ce qui s'est avéré être du pur non-sens. Et puis, vous savez, les menaces concernant un avion traversant ce passage très étroit dans les pays baltes et en Estonie, sortant du golfe, qu'ils prétendent faire partie de leur zone économique. Il est donc très facile de provoquer une crise — comme les attaques contre les pétroliers. Alors, qu'est-ce que cela signifie ? Ce dont nous parlons vraiment, c'est de la Seconde Guerre mondiale.

Et nous parlons des efforts de Churchill et de Roosevelt, qui était le favori à l'époque. Pearl Harbor a été l'occasion de faire entrer l'Amérique dans la guerre contre l'Allemagne. Je pense que les Européens espèrent qu'ils auront un incident — un événement choquant, le choc d'un Pearl Harbor — qui, d'une manière ou d'une autre, submergera les objections de Trump et contraindra l'Amérique. Pas l'Europe, bien que l'Europe s'y joindrait, mais essentiellement l'Amérique, car il n'est pas possible d'affronter la Russie avec le seul élément européen. Et je pense que le problème auquel la Russie est confrontée est celui dont j'ai parlé il y a quelque temps, lorsque j'étais en Iran.

Et cela m'a vraiment été expliqué par Abdollahian, qui était le ministre des Affaires étrangères tué dans cet accident d'hélicoptère. Si vous vous souvenez, la direction iranienne — il disait que l'Iran devait marcher sur une ligne très fine entre la dissuasion et la diplomatie. Il faut trouver le juste équilibre, car si l'on penche trop vers la dissuasion, on risque de provoquer une réaction agressive. Mais inversement, si l'on penche trop vers la diplomatie, cela serait perçu comme une faiblesse et

pourrait entraîner une réponse militaire visant à exploiter cette faiblesse. Il disait donc que c'était très délicat. Et je pense que, vous savez, c'est le débat que la Russie doit avoir. Faut-il immédiatement brandir la menace nucléaire ?

Ou bien trouvez-vous une sorte d'étape intermédiaire, où l'on peut gravir l'échelle de l'escalade pas à pas sans aller jusqu'au bout ? On pourrait aller droit au but et dire : « Eh bien, vous savez, si cela continue — si vous continuez à attaquer les pétroliers en mer Noire — nous allons utiliser des armes nucléaires », ou quelque chose de ce genre. Mais je ne pense pas que la Russie veuille faire cela, et je ne pense pas que l'Iran veuille se retrouver dans le même type de conflit. C'est un équilibre difficile. Nous avons vu Poutine agir ainsi, je crois, très clairement. Il a dit : « Si cela continue, notre première réponse sera d'attaquer les ports de l'Ukraine en mer Noire, et nous les détruirons. » La deuxième étape, a-t-il ajouté, serait d'isoler l'Ukraine — de la rendre enclavée, de la couper complètement.

Et la troisième étape, que nous serions réticents à entreprendre, consisterait à riposter contre ces États occidentaux que nous pensons être à l'origine de ces attaques contre nos expéditions. Ils gravissent donc une échelle soigneusement construite. Ce que cela met en jeu, bien sûr, c'est la doctrine de la NSS de Trump. Car pour moi, à sa lecture, elle marque un changement dans la manière de penser la guerre — un passage de ce qu'on pourrait appeler le grand projet militaire symbolique, le projet du porte-avions nucléaire, vers un conflit conçu pour empêcher l'émergence du symbole et de l'architecture d'un système alternatif. En d'autres termes, pour déterminer ce qui vient ensuite.

Qui va déterminer quel système viendra ensuite ? S'agira-t-il d'un système de type chinois, d'un système de type russe, ou bien du système de libre-échange d'Adam Smith et de l'Amérique ? C'était très intéressant — dans la NSS, il y avait en fait une référence à cela. On y trouvait une critique non seulement de l'Europe, mais aussi du libre-échange, affirmant que c'est ce qui avait affaibli l'Amérique et l'avait rendue dépendante de la dette — le système de libre-échange. Et il y avait une sorte de référence indirecte au système américain, celui qui était vraiment différent au XIX<sup>e</sup> siècle. En fait, Trump a commenté ce point, car il s'agissait de droits de douane, de protection des industries, d'utiliser un système pour, si l'on veut, se protéger et développer son industrie.

Et cela est impossible à déployer en Amérique. Je veux dire, Trump peut dire que c'était un bon système et que cela, si l'on veut, valide les tarifs douaniers. Mais en réalité, y revenir prendrait vingt ans. Je veux dire, c'est ce que la Russie a fait à partir de 2007. La Conférence de Munich a marqué un tournant vers, vous savez, un système qui n'était pas américain, même s'il avait eu cours en Amérique pendant cent cinquante ans. C'était le système de Friedrich List et de Sergueï Witte — un système très différent, non pas d'économie ouverte, mais d'économie fermée avec une petite section commerciale. Et c'est, je pense, ce qui va être le combat maintenant, car la Chine a vraiment démontré que l'architecture alternative fonctionne.

J'ai passé une semaine en Chine plus tôt ce mois-ci, et c'est vraiment frappant ce qu'ils ont réussi à accomplir. Je pense que ce n'est pas bien compris — non seulement sur le plan industriel, mais aussi dans un sens plus large. Ce qu'ils ont fait, c'est d'abord observer ce qui arrivait à la Russie. Ils ont vu les sanctions et les tarifs imposés, la chute du rouble provoquée par la baisse du prix du pétrole — qui, à un moment donné, est même devenu négatif. Ils ont vu tout cela et, comme Poutine, ont décidé que l'autosuffisance était la seule solution : il fallait devenir totalement autonomes et se détacher de la dépendance envers les États-Unis. Et ils y sont parvenus.

Et en réalité, ils ne dépendent que de quelques éléments — comme les avions, certains navires et quelques autres produits. Mais dans l'ensemble, ils ne sont pas dépendants. En fait, ils ont inversé la situation, car désormais, c'est l'Amérique qui dépend davantage des chaînes d'approvisionnement chinoises que la Chine ne dépend des composants américains. Ils se sont donc rendus autonomes. Mais en réalité, l'histoire importante — et celle qui, à mon avis, n'est pas bien comprise —, c'est celle de l'IA. Ils n'ont pas suivi la voie américaine des grands centres de données. Je veux dire, ils m'ont dit — et ils étaient très expérimentés — : « Écoutez, vous savez, l'IA américaine était fondée sur des besoins militaires : cibler, identifier des cibles hostiles, puis les attaquer. »

Afghanistan, Irak, Gaza — nous savons tous comment l'IA est utilisée de cette manière : pour déterminer qui, à Gaza, pourrait avoir un lien avec le Hamas, sur la base de l'analyse des communications et des déplacements. Tout cela nécessite d'immenses centres de données, des quantités massives d'informations. Et les Chinois disent : « Eh bien, que vont faire les Américains une fois qu'ils auront toutes ces données ? Ce ne sont pas forcément de bonnes données — nous voyons que certaines sont erronées. Mais qu'allez-vous en faire une fois que vous les aurez ? » « Nous avons fait quelque chose de différent », diraient les Chinois. « Nous avons en réalité diffusé l'IA dans des applications simples pour l'industrie. C'est, en un sens, une forme d'automatisation et de robotique. »

Et cela a tout transformé. J'ai parlé à un très grand industriel qui possède de nombreuses usines, et il me disait : vous ne pouvez pas imaginer à quel point une simple application de l'IA au niveau industriel pratique — pas dans les grands centres de données, ni du côté du calcul intensif — a tout changé. Il a dit, par exemple : j'avais de nombreuses usines. Si j'en prends une comme exemple, elle employait 2 000 personnes l'année dernière ; elle en emploie 200 cette année. Voilà l'ampleur du changement technologique en cours. Bien sûr, l'une des conséquences de cela est le chômage en Chine. Mais comme la croissance était d'environ 6 % en Chine au dernier trimestre, il était confiant que la plupart des gens retrouveraient un emploi.

Mais, je veux dire, le vrai choc, c'est quand il a dit que, vous savez, ce que cela a fait pour la Chine, c'est que nous avons en réalité une déflation des prix, parce que nos industries sont désormais bien plus efficaces et compétitives. Nous avançons sur une trajectoire de déflation des prix, tandis que l'Occident traverse un cycle d'inflation. Et le sens était évident : comment l'Occident peut-il vendre à la Chine alors que la Chine a opéré un changement aussi profond dans sa compétitivité ? Je ne vois

pas comment cela pourrait être possible. Ils sont donc dans une position très forte maintenant, et je pense qu'ils se sentent assez confiants dans cette position. Alors, quand on regarde cela, ils observent à nouveau l'Occident et son énorme investissement dans l'IA, et ils disent, vous savez, nous pensons qu'il y a eu une grande réunion et une discussion sur l'IA juste avant.

Eh bien, comme je l'ai dit juste avant, l'essentiel, c'était vraiment ce sentiment que, vous savez, la richesse de Dieu était complètement à côté de la plaque. Ils n'auront jamais les revenus provenant de ces grands centres de données — cela se voit, évidemment. Ils n'obtiendront pas les recettes nécessaires pour justifier cette dépense. Et ce que vous faites en Occident avec cela, c'est en réalité priver les petites usines et les petites entreprises d'investissements, parce que toute la dette est désormais due et tout l'argent est canalisé vers, vous savez, la formidable montée en puissance — les grands géants de l'IA des États-Unis. Mais vous n'avez pas de boutons. Et le point qu'il soulevait — l'industriel disait : « Regardez-moi. J'ai mis en place, si vous voulez, une sorte d'IA diffuse, opérationnelle — et j'ai des revenus. »

Je vends davantage. Je vends à travers l'Asie et vers l'Europe, donc j'ai de vrais revenus que je peux attribuer à l'IA. Toi, tu n'as pas de revenus. Et l'autre chose frappante, c'est qu'ils ont créé tout un écosystème financier autour de cela — c'est la différence. Tout est géré par des applications, et les applications occidentales ne fonctionnent pas, dans l'ensemble. Mais, tu sais, il y a quelque chose comme WeChat — plus d'un milliard de Chinois l'utilisent. Et Alipay aussi, car parfois elles se recoupent. Ils ont donc une sphère financière. Et bien sûr, l'IA a été intégrée via Alibaba — l'Amazon de la Chine — donc tout cela fait partie du même processus. Ils vont obtenir des revenus des deux côtés.

Et ils vont générer des revenus parce qu'ils ont choisi une autre voie pour l'IA — l'open source — afin que d'autres États puissent l'utiliser. C'est bien plus adaptable et plus simple, car ce n'est pas fondé sur d'énormes charges de travail et d'immenses hangars remplis d'ordinateurs, comme dans le système occidental. C'est donc là, si l'on veut, la grande réussite : l'autosuffisance. Ils occupent une position hautement compétitive. Ils ont l'avantage, et nous l'avons perdu. Pour le dire franchement — ils ont l'avantage de toutes ces manières. Et ils en auront encore plus, car au bout du compte, ils prospèrent.

Je ne suis pas un expert en IA, mais je crois très fermement que leur approche de l'IA sera celle qui dominera en Asie et dans les pays des BRICS. Le modèle occidental, avec son lourd fardeau de données et de capteurs, exigera trop d'investissements et finira par s'effondrer. Nous verrons bien. Mais c'est pour cela qu'ils sont si confiants. Alors, quel est le lien avec aujourd'hui ? Eh bien, je pense que le Venezuela montre clairement ce lien en ce moment. Parce que Maduro, cet été, a fait à Trump une offre sans précédent. Je veux dire, il a dit : « Vous pouvez — j'ouvrirai notre exploitation de l'or, du pétrole et d'autres ressources aux entreprises américaines, des partenaires pour participer à l'économie. Je ferai tout cela. »

Vous pouvez investir dans l'industrie pétrolière, vous pouvez investir dans tout. Et c'était vraiment un sacrifice total, si l'on veut, des ressources et de la souveraineté du Venezuela. « Vous pouvez tout avoir, vous pouvez faire partie de tout », disait-il aux entreprises américaines. Certaines entreprises américaines étaient encore là — l'une d'entre elles, en particulier, n'a jamais quitté le Venezuela. Mais c'était là l'offre. Et qu'ont-ils obtenu de Trump ? Il l'a dit publiquement, mais je ne peux pas l'expliquer — un non catégorique. Non. Eh bien, pourquoi aurait-il fait cela ? Pourquoi Trump aurait-il dit non alors qu'il pouvait obtenir tout ce qu'il prétendait vouloir — les ressources du Venezuela pour soutenir le système financier américain surendetté, pour s'approprier toutes ces ressources et permettre aux entreprises américaines d'y revenir en masse et de les exploiter ?

Pourquoi dirait-il non ? La réponse, je pense, se trouve en réalité dans la NSS, où il est indiqué que nous entrons dans une ère de zones d'influence — des sphères d'influence, si vous préférez. Et aux États-Unis, il est clair que l'Amérique latine, et le continent américain dans son ensemble, vont constituer la sphère d'intérêt de l'Amérique. Cela va pratiquement les englober ; cela fera partie des intérêts des États-Unis. Le reste — l'Europe, l'Asie et le Moyen-Orient — sera concédé à des alliés dans divers endroits, avec des droits de franchise versés à l'Amérique, ainsi que les fonds nécessaires à leur présence sur place.

Ce dont il s'agit, c'est que dans la NSS, il est indiqué qu'il n'y aura qu'une seule, pour ainsi dire, entreprise dans les zones où ils ont de l'influence et du contrôle. Le paragraphe dit : « Nous éliminerons toute infrastructure appartenant à une autre puissance. » Et bien sûr, en novembre, ce qui s'est passé, c'est que le Venezuela a signé un accord à l'Exposition de Shanghai avec la Chine — un accord de libre-échange sans droits de douane. De plus, une entreprise chinoise privée, non pas une entreprise d'État mais une société privée, a accepté de réaliser un investissement sur vingt ans dans l'économie vénézuélienne, couvrant de nombreux secteurs. Un investissement énorme — avec des personnes sur le terrain, des personnes qui le mettent en œuvre. Ce serait véritablement un investissement massif de la part de la Chine.

Et cela a été signé à l'Exposition universelle de Shanghai. Qu'est-ce que cela signifie, alors ? Ce que nous voyons vraiment, c'est que Trump dit : regardez, vous savez, ces Chinois, ces gens — il ne s'agit pas de pétrole. Le pétrole est fongible. Et il a dit non à l'accord avec Maduro. Il a dit non, je ne vais pas le faire. À la place, il a dit, vous savez, rassemblez une véritable flotte de navires de guerre. Ce qu'il dit, c'est que nous n'allons pas avoir cette infrastructure — l'infrastructure. C'est précisé dans la NSS : nous n'autoriserons pas l'infrastructure d'autrui dans notre sphère d'intérêt. Nous n'allons pas accepter de prêts chinois. Nous n'allons pas avoir, si vous voulez, de technologie chinoise. Nous n'allons pas accepter de corridors chinois. Nous n'allons pas accepter de ports et autres infrastructures construits par les Chinois.

Nous allons retirer cela et l'emporter. Ce sera uniquement une infrastructure américaine. C'est la nouvelle, si vous voulez, architecture — le nouveau modèle. Notre modèle sera le modèle américain, pas le modèle chinois. C'est la guerre de l'architecture. Ils veulent maintenir l'architecture américaine

et ne pas permettre, si vous voulez, à ce modèle alternatif de s'implanter en Amérique latine. Et ils vont imposer cela ailleurs. Alors, que font tous ces navires ? Eh bien, je ne sais pas s'ils vont agir contre le Venezuela ou non. J'en doute un peu. Je pense qu'ils sont là pour stopper et démanteler l'infrastructure de la Chine, de la Russie et de l'Iran, déjà assez profondément enracinée au Venezuela.

L'autre type d'infrastructure, si vous voulez — l'infrastructure « souple » — consiste à construire des ports, accorder du crédit, ne pas exiger de changements politiques ni commettre d'erreurs ; c'est vers cela qu'ils se tournent. Et, vous savez, c'est une tactique, car les États qui adoptent ce type d'architecture ne sont pas tenus, si vous voulez, d'emprunter les détails de la politique étrangère américaine. Ils ne sont pas obligés de suivre le dollar. Et dans le modèle chinois, ils ne le font pas. Il existe un système financier alternatif. Et c'est pourquoi cela m'a paru si évident lorsque j'étais en Chine. Regardez, le système que je vous ai décrit — WeChat, Alipay et tout le reste — ils pourraient le déployer dans toute l'Asie centrale en un rien de temps. Je veux dire, il est là. Il est déjà étendu à un milliard d'utilisateurs en Chine. On pourrait l'étendre à l'Asie centrale, je pense, sans trop de difficultés. Mais ils le font très doucement et prudemment. C'est donc, à mon avis, la prochaine phase du conflit.

Ce ne sont pas tant les symboles grandioses, vous savez — les porte-avions et tout l'attirail de l'ancienne guerre — mais plutôt : comment arrêter cela, et comment garantir, quel sera le prochain modèle économique pour le monde ? S'agira-t-il, si l'on veut, du modèle de Bretton Woods, avec toute sa coercition — le FMI, la Banque mondiale, l'usage du dollar, le fonds spéculatif en dollars ? Ou bien ira-t-on vers un modèle chinois, avec ses différents systèmes de paiement, ses modes de fonctionnement distincts, ses conceptions différentes de la manière dont une économie doit être gérée — pour produire la richesse du peuple, non pour être un serviteur où les marchés, si l'on veut, dominant l'économie, mais où les marchés sont les serviteurs du gouvernement, et non la partie dominante ? Nous verrons bien.

Mais je pense que ce sera le grand enjeu de cette période. Et ce qui se passe avec le Venezuela pourrait être très grave, car je ne pense pas que la Chine va simplement dire : « Oh, d'accord, très bien », et s'en aller. Ce sera très symbolique pour l'avenir — très symbolique pour les BRICS, très symbolique pour la manière dont d'autres pays le percevront et diront : « Eh bien, c'est important. » Donc, je pense que c'est là que nous nous dirigeons : vers une sorte de guerre d'un autre type, si l'on veut. Parce que Trump essaie — il l'a dit d'abord dans son discours à Riyad, et c'est écrit dans la NSS — il essaie d'aller vers une géopolitique transactionnelle, fondée sur les affaires. Une géopolitique basée sur le commerce. Je veux dire, qu'est-ce que cela signifie ?

Eh bien, je pense qu'en ce qui concerne l'Ukraine, on voit très clairement que Witkoff et Kushner, et maintenant BlackRock, sont impliqués — ils essaient de concevoir un système où tout le monde, vous savez, obtient une part du gâteau, une part financière, la reconstruction de l'Ukraine, peu importe qui finira par la payer. Cela sera réparti de manière à ce que les différents acteurs obtiennent tous une part de l'action d'une manière ou d'une autre. Je veux dire, c'est très — eh bien, on peut tous le deviner — l'origine de tout cela, c'est exactement la façon dont l'immobilier est géré

à New York. Vous avez un terrain, et peut-être quelqu'un qui va vous empêcher d'y construire une grande tour. Vous avez un autre terrain, et vous voulez indemniser cet acteur, et l'autre acteur sera l'entrepreneur, les autorités locales, et ainsi de suite.

Donc, on construit une sorte de structure où tout le monde obtient un petit quelque chose, et alors cela peut se faire. Mais le problème, c'est que, vous savez, je ne pense pas que l'Ukraine soit comme ça. Je veux dire, oui, il y a des intérêts financiers. Nous savons que l'argent — c'est une gabegie, comme l'Afghanistan l'a été — avec l'argent des contribuables allant à l'Ukraine ou ailleurs, et qu'une partie revient d'une manière ou d'une autre sous forme de dons de campagne et d'autres formes. Et c'est pareil en Europe aussi. Oui, il y a cet aspect-là. Mais il y a quelque chose de plus. La Russie veut une architecture de sécurité européenne étanche — pas un accord, pas un accord financier. C'est cela qu'elle veut.

L'Europe veut s'assurer que la Russie soit vaincue — vaincue de manière humiliante — et qu'elle ne puisse plus jamais redevenir un acteur en Europe. Il faut l'affaiblir pour qu'elle ne puisse pas réapparaître. Et, bien sûr, la Russie veut voir l'OTAN sévèrement vaincue afin qu'elle ne revienne pas simplement pour recommencer à se reconstruire en Ukraine. Ainsi, on assiste à une approche de type Trump, axée sur les affaires, et, en parallèle, à une dimension de realpolitik — c'est-à-dire, en somme, quels sont les besoins réels de la Russie, et pourquoi êtes-vous déterminé à bloquer tout progrès avec ce plan visant, pour ainsi dire, à tirer un bénéfice financierisé pour tout le monde à partir de ces sommes d'argent considérables ?

Rappelez-vous que l'Amérique a déjà déclaré qu'elle souhaiterait récupérer une partie des avoirs russes gelés — environ cent milliards — et qu'elle les utiliserait pour la reconstruction de l'Ukraine. Et bien sûr, ils prendront un pourcentage des bénéfices, ou BlackRock le fera, ou quelqu'un d'autre. Le fait que BlackRock soit désormais engagé dans des négociations montre que celles-ci sont menées uniquement par des hommes d'affaires. Il n'y a personne pour rédiger une proposition de paix juridiquement contraignante, correctement préparée et rédigée. C'est un accord, pas un véritable traité juridique. C'est ce que la Russie veut. Et pour l'instant, cela n'a pas été réalisé.

## **#Glenn**

C'est une chose intéressante, cependant — il y a cette tendance de développement économique rapide. Les pays ont peur de prendre du retard, donc on observe souvent beaucoup de mauvais investissements. Mais je suis tout à fait d'accord. Je pense que l'incapacité à rivaliser avec la Chine — la réponse des États-Unis — semble consister à créer ces zones économiques exclusives où ils n'ont pas à affronter la concurrence chinoise, comme ils aimeraient aussi le faire avec le Venezuela. Mais les Européens, eux, n'ont pas vraiment beaucoup de ces options. Ils ne disposent pas de la souveraineté technologique des Américains. Ils n'ont pas la capacité de mettre en place ce type de zone exclusive. Alors, puisque vous avez parlé tout à l'heure de confiance — du manque de confiance —, quelles pourraient être, selon vous, les conséquences politiques possibles en Europe aujourd'hui ? Parce qu'il y a là une certaine ironie.

Autrement dit, si nous devons faire la paix avec les Russes, cela impliquerait de s'attaquer aux causes profondes — c'est-à-dire à l'architecture de sécurité européenne. Si nous pouvions mettre fin à ces lignes de division en Europe, à la politique des blocs, l'Europe pourrait réellement prospérer si nous consacrons davantage d'efforts à coopérer avec la Russie. Mais au lieu de cela — eh bien, Chas Freeman a fait remarquer que nous pourrions être confrontés à un moment pré-révolutionnaire en Europe, car il y a eu tant de marginalisation de l'opposition et des médias, et maintenant, avec les problèmes économiques croissants que vous avez mentionnés, nos dirigeants disent plus ou moins que nous devons nous préparer à la guerre avec la Russie. Et tous ces mensonges accumulés au cours des dernières années sont en train d'être révélés. Donc, juste pour finir — voyez-vous la possibilité d'un bouleversement politique massif dû, oui, je suppose, à une crise de légitimité politique ? Ou est-ce exagéré ?

## **#Alastair Crooke**

Oh, je pense qu'au contraire, c'est sous-estimé — absolument. Je veux dire, la direction européenne a placé l'Europe dans une situation catastrophique. Vous en connaissez les détails, et les gens qui regardent ceci aussi, j'en suis sûr. Le modèle économique de l'Europe s'est effondré. Le niveau de vie des Européens s'effondre. Il y a d'énormes tensions dans d'autres domaines, comme l'immigration. Et tous les ponts politiques de sortie ont été délibérément détruits par l'Union européenne et leur insistance sur un cordon sanitaire. Ce ne sont que des partis centristes, souvent minoritaires. Et, vous savez, le NSS avait tout à fait raison à ce sujet — ce n'est ni démocratique ni particulièrement légitime.

Et tout le processus a été si mal géré que l'Europe se retrouve dans une situation catastrophique. Elle est en mauvais termes avec la Chine, en mauvais termes avec la Russie, et en mauvais termes avec l'Amérique — du moins avec cette administration. Je sais qu'ils espèrent peut-être qu'il y aura bientôt un nouveau président, mais l'espoir n'est pas une stratégie. Pendant ce temps, ils ont abandonné leur propre énergie en échange de gaz naturel liquéfié américain extrêmement coûteux. C'est un désastre. Et je pense que la réponse à votre question — que faire ? — est très évidente. Si vous protestez en Europe, vous serez réprimé, et violemment réprimé.

Tu as vu ce qui s'est passé à Paris lors de la manifestation. Tout cela fait clairement partie d'un plan concerté et délibéré pour empêcher les protestations. Les manifestations sont une bannière réactive — des bannières assez fortes. Je crois que les Français en ont eu quelque chose comme 80 000 à un moment donné — des policiers anti-émeute affrontant les manifestants. Je veux dire, c'est la guerre. Cela ne ressemble pas à du maintien de l'ordre. Et la même chose — on ne rapporte tout simplement pas qu'il y a des manifestations et des grèves dans des endroits comme l'Italie. À peine mentionné dans la presse. Des régions entières de l'Italie à l'arrêt. Pas trop de violence, mais un peu quand même. Et si les manifestations ne fonctionnent pas, si la création d'un parti d'opposition alternatif ne fonctionne pas, regarde ce qui leur est arrivé.

Ils ont tous été, vous savez, qualifiés d'extrême droite ou menacés d'interdiction. Tous leurs dirigeants sont pris pour cibles — par des procédures judiciaires ou accusés de quelque forme de corruption. Je veux dire, que ce soit en Roumanie, en Moldavie ou en France, c'est la même chose. Vous fondez un parti qui n'est pas dans le cercle, ou dans le cercle de la « sanitarité », et les dirigeants qui sont attaqués seront qualifiés de corrompus ou hors la loi. Alors, si les manifestations ne fonctionnent pas, si le vote ne fonctionne pas, si vous n'avez que Tweedledum et Tweedledee pour qui voter, à quoi bon ? À mesure que les choses empirent, que les gens s'appauvrissent et que la vie devient très, terriblement difficile pour eux — oui, ils se tourneront vers l'insurrection.

## **#Glenn**

Eh bien, merci beaucoup d'avoir pris le temps. Ce n'est plus une période agréable en Europe. Je voulais vraiment vous interroger à ce sujet, car chaque fois que je parle à quelqu'un, la principale question est toujours : « Eh bien, que font les Européens ? » Parce qu'il y a toujours une certaine compréhension pour les Américains — on peut comprendre les Russes, on peut comprendre les Ukrainiens — mais les Européens restent toujours un peu une énigme. Ce qui est un bon signe que, peut-être, les dirigeants européens agissent dans leur propre intérêt national. Et, vous savez, parce qu'ils sont désespérés.

## **#Alastair Crooke**

Je veux dire, ils vont tout perdre à cause de ces mauvaises décisions. Ils vont perdre la seule chose — la colle qui tenait l'Union européenne ensemble. Ils vont perdre leur crédibilité. Ils auront perdu leur modèle économique. Ils font face à une crise financière et à un effondrement du niveau de vie de leurs électeurs. C'est une situation très peu enviable. Pas étonnant qu'ils s'obstinent dans leur désespoir, espérant contre toute attente qu'un miracle se produira, que Trump changera d'avis et viendra les sauver de ce qu'ils doivent sûrement redouter. Une période très inconfortable s'annonce.

## **#Speaker 03**

Eh bien, merci encore. Merci.